

L'enjeu du pouvoir et l'invisibilité des femmes au sein du Komala entre  
1979-1991

**Fatemeh Karimi**

Études kurdes, n°15, 2022, pages 65 à 82.

---

Citer ce document / Cite this document :

Karimi, Fatemeh. 2022. « L'enjeu du pouvoir et l'invisibilité des femmes au sein du  
Komala entre 1979-1991 ». *Études kurdes* (15): 65-82

[https://www.etudskurdes.org/article/lenjeu-du-pouvoir-et-linvisibilite-des-femmes-  
au-sein-du-komala-entre-1979-1991/](https://www.etudskurdes.org/article/lenjeu-du-pouvoir-et-linvisibilite-des-femmes-au-sein-du-komala-entre-1979-1991/)

---

**Fatemeh Karimi**  
CMH-EHESS

## **L'enjeu du pouvoir et l'invisibilité des femmes au sein du Komala entre 1979-1991**

### **RÉSUMÉ**

Cet article présente l'engagement des femmes kurdes au cours des années 1980 au sein du Komala, une organisation politique kurde d'extrême gauche, apparue officiellement sur la scène politique le 15 février 1979. Cependant, voir des femmes, épouses, mères, sœurs, alors majoritairement confinées dans l'espace domestique, sur qui repose l'honneur de la famille, dans un nouveau rôle de militantes-combattantes, ne signifie pas qu'elles peuvent prendre une place particulière dans la hiérarchie de l'organisation ainsi que dans la mémoire collective des Kurdes. Alors que l'engagement des femmes dans les rangs du Komala est très peu documenté, la majeure partie des informations présentées dans cet article a été obtenue grâce aux archives de l'organisation publiées dans les années 1980 ainsi qu'aux témoignages recueillis entre 2014 et 2018 auprès d'anciens *peshmergas* de l'organisation (37 femmes et 9 hommes âgés de 50 à 60 ans) en exil dans plusieurs villes d'Europe, principalement en Suède et en Allemagne.

**MOTS CLÉS** : Femmes *peshmergas*, Komala, rapports sociaux de sexe, domination masculine, division sexuelle du travail.

Un grand nombre de femmes kurdes participent activement au côté des Iraniens à la révolution de 1979 qui conduit au renversement du régime Pahlavi et à l'instauration de la « République islamique d'Iran »<sup>1</sup>. Leur engagement politique ne se limite pas uniquement à la période révolutionnaire mais dure jusqu'à la fin des années 1980 où le nouveau gouvernement se renforce et réprime sévèrement toutes les forces politiques opposées, y compris les organisations kurdes comme le PDKI<sup>2</sup> et le Komala<sup>3</sup>. Pendant cette période, les femmes kurdes participent à des activités sociopolitiques menées dans l'espace urbain mais s'engagent aussi au sein de la lutte armée dans les zones rurales et montagneuses, notamment dans les rangs du Komala. Même s'il n'y a pas de chiffres précis, le nombre de femmes tuées en prison ou dans la lutte armée au cours de cette période prouve leur participation. Seulement au sein du Komala, au moins 110 femmes perdent la vie (Karimi 2020a). Cependant, l'histoire de cette participation politique est très peu étudiée par les chercheurs. À titre d'exemple, Farideh Koochi-Kamali (2003) et Abbas Vali (2019), qui ont conduit des recherches précieuses sur les mouvements politiques kurdes en Iran, principalement pendant les années 1980, portent très peu d'attention à l'engagement des femmes pendant cette période. Dans le livre d'Abbas Vali (2019 : 148), la participation des femmes n'est mentionnée qu'une seule fois où il parle de leur participation au sein du Komala : « La plupart des jeunes générations d'hommes et de femmes kurdes [...] formeraient bientôt la colonne vertébrale du Komala [...] »

Dans ce contexte, cet article, qui s'inscrit dans le cadre d'une recherche sociologique sur le Komala (Karimi 2020a), tente de mettre en lumière les expériences politiques des femmes kurdes pendant les années 1980. Il s'articule autour

---

<sup>1</sup> Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, les femmes kurdes ont participé activement à la lutte politique et armée de diverses régions du Kurdistan (Iran, Irak, Turquie et Syrie). Leurs expériences et leurs parcours sont différents car ils dépendent du contexte et des circonstances dans lesquels elles se trouvent. Aujourd'hui, leur place au sein des mouvements socio-politiques est bien renforcée, notamment au Kurdistan de Turquie et de Syrie (Käser 2021 ; Çağlayan 2019 ; Al-Ali & Käser 2020 : 1-32).

<sup>2</sup> Le Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) est fondé en 1945. Tandis que l'Iran était au lendemain de la Seconde Guerre mondiale occupé par des forces internationales, le PDKI fonde en 1946 à Mahābād la République du Kurdistan qui ne dure que onze mois. Installé dans plusieurs camps du Kurdistan irakien, il est actuellement divisé en deux branches peu actives sur la scène politique (McDowall 2004 ; Eagleton 1963).

<sup>3</sup> Le Komala émerge officiellement sur la scène politique kurde le 15 février 1979. Il s'allie le 3 septembre 1983 avec un groupuscule marxiste non kurde (l'Union des combattants communistes) pour fonder le Parti communiste d'Iran (PCI). Cette alliance ne dure pas beaucoup et se divise pour la première fois en 1991. En plus de cette première scission, le manque de sécurité et la déception poussent une grande partie de ses membres à s'exiler, notamment en Europe. Cette scission est suivie de plusieurs autres (Koochi-Kamali 2003).

d'une question centrale : dans quelle mesure l'engagement politique des femmes a-t-il permis une transformation des rapports de genre dans la hiérarchie de l'organisation ?

Pour répondre à cette question, on analyse la participation politique des femmes kurdes dans le cadre des « rapports sociaux de sexe » et le militantisme. Plusieurs recherches francophones montrent bien qu'il est important de prendre en considération la question du genre en analysant les mouvements sociaux, et ceci pour quatre raisons (Barrières & Kréfa 2019 ; Dunezat & Galerland 2013). Premièrement, comme le souligne Danièle Kergoat (1992 : 122), « les rapports sociaux de sexe imprègnent profondément tous les mouvements sociaux » même ceux qui se considèrent « progressistes » dans la défense du discours égalitaire entre les sexes. Deuxièmement, divers aspects des mouvements sociaux sont affectés par ces rapports tels que le sexisme, la division sexuelle du travail révolutionnaire, la domination masculine, le processus de (dé)mobilisation, l'histoire officielle des mouvements sociaux. Troisièmement, si les rapports sociaux de sexe s'imposent au militantisme « de l'extérieur », ils se fabriquent et se (re)produisent également à l'intérieur, comme le souligne Françoise Thébaud (2007 : 118) : « La politique construit le genre et le genre construit la politique. » Quatrièmement, la question du genre n'est pas une question isolée mais se trouve imbriquée avec d'autres rapports de pouvoir au sein des mouvements sociaux tels que la race, la religion, l'ethnie ou la classe. Employer le concept de rapports sociaux de sexe permet de rendre visibles les inégalités jusqu'alors masquées par l'apparente évidence des rôles sexués en faisant des femmes des « sujets d'histoire » (Perrot 1988). Selon Danièle Kergoat (1992 : 122), le but est d'analyser la question du genre au sein du militantisme :

« Il ne s'agit [plus] de “rajouter les femmes comme un plus qui viendrait colorer [le militantisme], l'analyse de celui-ci restant en dehors de toute prise en compte des rapports sociaux de sexe [...] Mais cela signifie que les rapports sociaux de sexe imprègnent en profondeur tous les [militantismes] et que cette considération doit toujours être présente quand on les analyse. »

Cet article analyse des archives publiées par l'organisation dans les années 1980, les mémoires et témoignages des 47 *ex-peshmergas* en exil (37 femmes et 10 hommes âgés de 55 à 70 ans) recueillis entre 2014-2018 dans plusieurs villes d'Europe, principalement en Suède et en Allemagne. En plus des archives dispersées<sup>4</sup>, la conduite de ces entretiens ne s'est pas déroulée sans difficulté pour

<sup>4</sup> En raison des divisions internes récurrentes de l'organisation mais aussi de l'exil massif des membres de l'organisation, ces archives étaient assez dispersées et difficilement accessibles.

plusieurs raisons, comme leur méfiance vis-à-vis d'une inconnue et l'impact de leur position politique actuelle sur la représentation des vécus de l'époque. C'est pourquoi les contacts avec les personnes interrogées se sont faits souvent par des intermédiaires perçus par leur milieu comme fiables. Face à la multiplicité des visions historiques, il était important de varier les entretiens et de faire parler les personnes à la fois de leurs convictions idéologiques et de leurs expériences concrètes. Il s'agissait de leur faire évoquer à la fois les discours officiels, les pratiques et leurs vécus (Le Renard 2010 : 128-141).

Pour répondre à la question principale, à savoir la transformation des rapports sociaux de sexe dans la hiérarchie du Komala, cet article s'organise en trois parties : d'abord, les raisons pour lesquelles les femmes kurdes s'intéressent à l'organisation, ensuite, leur domaine d'activité et enfin, leur place au sein du Komala.

### **Pourquoi les femmes sont-elles attirées par le Komala ?**

Au lendemain de la révolution, en raison d'un affaiblissement du pouvoir du gouvernement central, la plupart des Iraniens, quel que soit leur sexe, s'intéressent à la vie politique des organisations. Alors qu'émergent, dans les régions kurdes, plusieurs organisations politiques kurdes et non kurdes, de nombreuses femmes de l'espace urbain choisissent le Komala pour se mobiliser. Ce mouvement semble mieux attirer l'attention des femmes provenant de différentes régions (villes et villages), la plupart âgées de moins de 30 ans, analphabètes ou scolarisées aux niveaux primaire et secondaire, issues de classes sociales variées, quel que soit leur état matrimonial (enseignantes, élèves, femmes au foyer)<sup>5</sup>, pour deux raisons. Premièrement, c'est son discours « révolutionnaire » et « progressiste » qui les intéresse. Le Komala, aux côtés du PDKI, participe activement aux négociations avec le nouveau gouvernement iranien afin de répondre aux revendications kurdes même si les négociations n'aboutissent pas et cèdent la place au conflit armé à partir de mai 1980 jusqu'à la fin des années 1980. En tant qu'organisation d'extrême gauche, elle insiste également sur l'injustice socio-économique. Car sous les politiques du régime Pahlavi, les régions périphériques d'Iran, majoritairement peuplées de minorités ethniques, dont les Kurdes, sont de plus en plus opprimées au niveau culturel, politique et socio-économique (Vali 2011 ; Koohi-Kamali 2003). Par exemple, au niveau socio-économique, si pendant les années

---

Certaines ont été retrouvées sur les sites des branches divisées et les autres m'ont été fournies par les personnes interrogées.

<sup>5</sup> Cette participation ne peut, par sa forme et son ampleur, se comparer aux expériences antérieures des femmes kurdes en Iran. Par exemple, leur participation à l'époque de la République du Kurdistan en 1946 est limitée aux membres de familles connues déjà engagées dans la politique : leur présence était liée à des conditions sociales et familiales bien particulières (Mojab 2001 : 71-91).

1970, la majorité de la population des régions périphériques est rurale (seulement 16,5% des habitants de la province du Kurdistan<sup>6</sup> vivent en zone urbaine) (Aghajanian 1983 : 215-216), les projets socio-économiques du régime ont pour finalité l'industrialisation en milieu urbain, notamment dans les régions centrales du pays. Ces politiques rendent les régions périphériques, basées sur l'économie agricole, dépendantes du centre, économiquement et politiquement. La répartition des ressources et des revenus ainsi que l'accès aux services publics comme la santé et l'éducation se font de manière extrêmement injuste et inégalitaire, au détriment des régions périphériques. Par exemple, en 1976, alors que 74,8% des hommes et 56,6% des femmes habitant dans les provinces centrales du pays sont alphabétisés, dans la province du Kurdistan ces chiffres sont respectivement de 43,8% et 15% (ibid, 2016). La majorité des femmes kurdes engagées dans la vie politique de cette période n'atteint que le niveau du secondaire. De plus, le Komala ne néglige pas la question féminine. Il insiste sur l'égalité entre les sexes, sans préciser cependant ce qu'il entend exactement par là. En raison de l'intensité des événements politiques et de la priorité du domaine pratique sur le domaine théorique, le Komala ne peut guère consacrer de temps à l'écrit entre 1979 et 1983. C'est pourquoi son soutien aux femmes s'exprime par des canaux oraux. Cependant, lorsqu'il se retire dans les zones rurales et montagneuses, la question des femmes apparaît de plus en plus dans ses sources écrites. C'est ainsi qu'en 1984 le Komala affirme dans le quatrième article de son programme pour l'autonomie du Kurdistan « la pleine égalité des hommes et des femmes dans tous les droits et l'abolition de la discrimination selon le sexe ». Il souligne également dans le cinquième article « la pleine égalité des droits pour toutes les personnes de la communauté autonome, sans distinction de sexe, de religion et de conviction politique. »

À propos de son intérêt pour le Komala, Jaleh (ancienne *peshmerga* du Komala, 60 ans, issue d'une famille urbaine de la classe moyenne, interrogée en Suède, le 27 avril 2015) témoigne :

Même si cette organisation était, pour la plupart d'entre nous, inconnue à son émergence, elle s'est montrée dès le début très radicale et révolutionnaire en s'opposant tout de suite aux politiques de la République islamique d'Iran, en défendant l'égalité entre les femmes et les hommes. Pour le Komala, la victoire de la révolution n'était qu'un début et pas sa fin.

La deuxième raison est liée à la vie quotidienne des femmes. Si le fait de vouloir sortir du chômage ou d'échapper au service militaire forcé, surtout après le déclen-

---

<sup>6</sup> Les Kurdes en Iran sont répartis entre quatre provinces : le Kermânchâh, le Kurdistan, l'Azerbaïdjan de l'Ouest et l'Illam.

chement de la guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988), incite certains hommes à participer à la vie politique du Komala, les femmes, de leur côté, peuvent ainsi échapper à la vie de routine ou à des contraintes familiales. Miriam (ancienne *peshmerga* du Komala, 60 ans, issue d'une famille urbaine de la classe moyenne, interrogée en Suède, le 6 avril 2015) précise :

À cette époque, la vie sociale des jeunes filles comme moi, dans le meilleur des cas, était limitée à la maison et à l'école. Nous n'étions pas aussi libres que nos frères de circuler dans l'espace public. C'est pour vivre une autre vie, pour échapper à cette vie routinière et monotone que j'ai décidé de participer à la vie politique en me rapprochant du Komala qui était considéré comme très révolutionnaire à l'époque.

Ces raisons peuvent expliquer leur sympathie pour l'organisation, mais c'est surtout le commencement de la vague de répression, à partir de 1980, qui conduit nombre d'entre elles à prendre les armes et à devenir *peshmergas* dans les zones rurales et montagneuses<sup>7</sup>. Pendant cette période, pour la première fois au Kurdistan d'Iran, les femmes subissent le même niveau de violence que les hommes. Elles sont capturées, torturées et même condamnées à mort. Sauver leur vie en adhérant au Komala semble être logique dans un contexte où des centaines de militantes kurdes et non kurdes, dont 41 femmes du Komala, ont été tuées en prison. Si l'on considère le nombre des militants iraniens exécutés pendant la même période, le choix des militantes kurdes de devenir *peshmergas* pour échapper à la mort n'apparaît pas si étrange. Ainsi, entre le 20 juin 1981 et le 20 juin 1984, au moins 3895 militants iraniens sont exécutés, dont 580 femmes (Sadr & Amin 2012 : 54). Dans un tel contexte, les femmes kurdes se sont paradoxalement réfugiées dans les rangs du Komala afin de sauver leur vie. Certaines le font avec leur famille, d'autres avec un ou deux de ses membres, d'autres encore partent seules. Mahine (ancienne *peshmerga* du Komala, 60 ans, issue d'une famille urbaine de la classe moyenne, interrogée en Suède, le 5 avril 2015) qui est à l'époque partie avec sa famille, raconte :

En l'espace de quelques mois, ma cousine qui n'avait que 17 ans, a été arrêtée et exécutée, ma sœur capturée, et tous nos biens familiaux ont été confisqués

---

<sup>7</sup> Le mot *peshmerga* signifie « celui ou celle qui affronte la mort », entré pour la première fois dans la littérature politique du Kurdistan iranien en 1946. Au sein du Komala, il ne désigne pas uniquement les combattants. Tous ses membres présents dans les zones rurales ou montagneuses ou dans le camp pendant la lutte armée, quel que soit leur domaine d'activité (armé ou non), sont considérés comme des *peshmergas*. Alors que le PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan, formé en 1978 au Kurdistan de Turquie) utilise le mot non kurde de *guérilla*, le mot *peshmerga* est utilisé plutôt par les Kurdes en Iran et en Irak.

par le gouvernement. On a été obligés de quitter la ville et de rejoindre le Komala dans les zones rurales.

Si trois raisons, comme le discours « révolutionnaire » de l'organisation, le fait d'échapper à la vie de routine ou aux contraintes familiales et de sauver leur vie, poussent certaines femmes vers les rangs du Komala, il est important de savoir dans quels types d'activités elles s'engagent et dans quelle mesure l'organisation peut remettre en cause la division sexuelle du travail révolutionnaire.

### **Dans quelles activités les femmes sont-elles impliquées ?**

La participation politique des femmes au sein du Komala n'est pas si facile car elle est considérée comme une menace potentielle pour la société et l'environnement familial. En plus de faire sortir les femmes de l'espace privé vers l'espace public-politique, cette menace s'amplifie davantage du fait que l'extrême gauche est perçue comme un mouvement dont les adhérents ne croient pas en Dieu et n'ont pas d'obligation morale (Karimi 2020b : 45-67). Cependant, ni le patriarcat, qui confine la plupart des femmes dans la sphère privée, ni les années de discrimination du régime Pahlavi, qui excluent délibérément les régions kurdes de sa politique de développement socio-économique, n'empêchent leur engagement. Le rôle le plus important des femmes en tant que sympathisantes dans l'espace urbain jusqu'en mars 1981 consiste à participer ou à organiser des manifestations (contre l'obligation du port du voile ou la libération des prisonniers politiques), mais aussi des grèves, notamment contre la présence des forces gouvernementales dans les régions kurdes ou en faveur de leurs revendications politiques, à fournir aux défavorisées un service de santé, une éducation de base, des cours de couture et de tricot et, dans certains cas une aide financière, à les sensibiliser sur des sujets politiques comme la cause kurde et la discrimination socio-économique, à collecter des fonds, des médicaments, des vêtements, à transmettre des messages, des journaux, des articles nécessaires notamment aux zones de combat. Golrokh Ghobadi (2015 : 204), ancienne militante du Komala, écrit dans ses mémoires :

Partout où les femmes n'étaient pas présentes, nous allions à leur rencontre, habituellement à côté de leur domicile ou chez elles directement. Nous commençons à parler avec elles et leur donnions les nouvelles politiques de la ville. Elles ne les connaissaient généralement pas et nous écoutaient attentivement. Parfois, elles nous accueillait chaleureusement chez elles et nous écoutaient pendant des heures et parfois, elles étaient réticentes à nous accepter, parce qu'elles ne voyaient aucun lien entre nos idées et la réalité de leur vie.

Golnar (ancienne militante du Komala, 72 ans, issue d'une famille défavorisée urbaine et mère de cinq enfants à l'époque, interrogée en Suède, le 15 avril 2015) dit aussi :

J'ai fait ce que je pouvais faire pour le Komala. Cependant, ma tâche la plus importante a été de transmettre certains documents comme des lettres, des journaux, de l'argent. J'effectuais des allers-retours entre les villes et les villages, ainsi que dans différentes régions kurdes et même parfois en Iran. Alors que tout était strictement contrôlé par les forces gouvernementales, nous étions le moyen de communication le plus fiable.

Les activités des femmes ne sont pas cantonnées à la vie politique de l'espace urbain. Elles sont également engagées dans la lutte armée en tant que *peshmergas* à partir de mars 1981. Cependant, la modalité de leur engagement se fait en fonction de sexe et reste assez genrée. Comme le souligne un ex-*peshmerga* du Komala, Vahid Abedi (2012 : 9) :

Beaucoup d'hommes comme moi ont pris les armes et rejoint l'organisation en avril 1980 après l'incursion de l'armée iranienne dans la ville de Sanandaj lors de cette bataille fameuse qui a duré 24 jours.

Ce n'est pas le cas pour les femmes. Alors que les hommes peuvent entrer dans le domaine armé sans rencontrer aucun obstacle, pour la simple raison qu'ils sont hommes, les femmes n'y accèdent pas aussi facilement. En plus de la crainte de la réaction négative des villageois, considérés comme plus « conservateurs » que les autres, l'une des raisons très importantes pour lesquelles la direction du Komala hésite à accepter les combattantes est sa vision essentialiste des femmes. La plupart des hommes, des plus hauts gradés aux *peshmergas* ordinaires, s'inquiètent de l'inclusion des femmes dans la lutte armée. Ils les considèrent en effet comme « fragiles », « faibles » (physiquement et mentalement), ainsi que « sources du mal », dans la mesure où elles peuvent séduire les hommes *peshmergas* par la « ruse ». Comme le souligne Sonia Dayan-Herzbrun (2000 : 292), « cette faiblesse qui définit les femmes ne les empêche pas d'être constamment perçues comme éminemment dangereuses. [...] Par leur fragilité les femmes suscitent la passion et le désir et elles risqueraient, au cas où elles occuperaient des fonctions publiques, de faire perdre raison aux citoyens incapables de résister à leur séduction et d'occasionner un désordre insurmontable. » (Amir, ancien *peshmerga* du Komala, 74 ans, issu d'une famille urbaine de la classe moyenne, interrogé en Suède, le 14 avril 2015) dit :

Beaucoup craignaient que les hommes et les femmes peshmergas, obligés de se côtoyer de façon rapprochée, notamment la nuit dans les montagnes, se détournent de leurs objectifs politiques pour choisir les plaisirs terrestres. Permettre que les hommes et les femmes se côtoient revenait à mettre côte à côte une allumette et de la poudre à canon

Alors que les réticences idéologiques sont toujours fortes, c'est pour deux raisons que la direction du Komala se voit « contrainte » en mars 1981 d'accepter les femmes dans ses rangs : l'augmentation du nombre de femmes dans les zones rurales et le mécontentement de certaines militantes face à la situation dans laquelle elles se trouvent. Mais leur admission se fait en vertu de la division sexuelle du travail, dans les domaines non armés et sans accès aux « armes ». Cependant, le nombre de femmes grandissant ainsi que leurs revendications pour entrer dans la branche armée et le soutien de certains hommes importants de l'organisation finit par jouer en faveur de leur intégration en octobre 1982. C'est pendant cette période que le Komala peut se présenter comme la première organisation politique kurde (en Iran, Irak, Syrie et Turquie) à accepter d'armer les femmes en tant que *peshmergas*. C'est également à partir de cette période que des villageoises rejoignent progressivement les rangs du Komala.

À partir de mars 1981, les tâches des femmes au sein de l'organisation entrent dans une nouvelle phase, à savoir la lutte armée. Elles deviennent non seulement membres officiels de l'organisation, mais prennent également de nouvelles responsabilités dans la lutte, comme l'édition de journaux et de brochures de propagande, la radio, l'enseignement, la logistique, l'approvisionnement, l'alimentation et le soin aux blessés, pour finalement devenir combattantes. Si, jusqu'à cette période, la plupart des tâches assignées aux femmes sont celles que Manuel Cervera-Marzal (2015) qualifie de « tâches de l'ombre », ce n'est désormais plus le cas. La volonté personnelle et les capacités physiques et mentales sont les seules conditions requises pour participer au domaine armé, marqué par la « masculinité » et la « non-mixité ».

Dans un contexte où l'engagement des femmes dans la vie armée du Komala est genré, graduel et loin d'un discours égalitaire entre les sexes, nous allons décrire la place qu'elles occupent dans la hiérarchie de l'organisation.

### **La situation subalterne des femmes au sein du Komala**

Le rôle des femmes au sein du Komala, en tant que sympathisantes au lendemain de la révolution jusqu'en 1981 puis en tant que *peshmergas* entre 1981 et 1991, est indéniable. Cependant, les femmes, quelles que soient leurs différences, ne sont pas aussi visibles que leurs camarades hommes au sein de l'organisation. Cela peut expliquer pourquoi elles restent également inconnues dans la mémoire collective, notamment les dizaines de femmes de l'organisation tombées au combat ou en prison, même parmi les Kurdes d'Iran. Deux figures féminines du Kurdistan irakien : Leyla Qasim, une jeune militante pendue par le régime Baath à Bagdad le 12 mai 1974 (Al Ali & Pratt 2009) et Margaret George Shello, la première *peshmerga* d'origine assyrienne dans la lutte armée contre le régime Baath lors des années 1960 (Van Bruinessen 2001 : 105-106), sont restées vivantes dans la mémoire collective des Kurdes. Les combattantes du PKK au Kurdistan de Turquie et celles du Kurdistan de Syrie occupent une place particulière. Les médias occidentaux les considèrent comme des révolutionnaires, libérées et libératrices (Alkan 2018 : 68-92). Cela n'est pas du tout le cas des femmes du Komala. Outre les privations socio-économiques et leurs faibles connaissances et expériences politiques, l'échec du Komala, son exil au Kurdistan irakien et plus tard dans d'autres pays, peuvent dans une certaine mesure justifier leur invisibilité. Mais en réalité, tout ne vient *pas* de l'extérieur : l'organisation elle-même fait partie du processus d'accaparement du travail reproductif des femmes et contribue en son sein à les rendre invisibles.

L'élément le plus important de l'invisibilité des femmes au sein de l'organisation est la division sexuelle du travail. Selon les rapports sociaux de sexe, les hommes sont assignés à la sphère productive, les femmes à la sphère reproductive. Toujours en vertu du principe de la hiérarchisation de la division sexuelle du travail, la valeur attribuée au travail des femmes est souvent moindre que celle attribuée à celui des hommes. Comme la plupart des femmes de la société civile qui s'occupent du foyer, les femmes militantes-*peshmergas* du Komala sont reléguées aux tâches les moins gratifiantes et restent sous le contrôle de leurs commandants masculins. Ce fait ne peut s'expliquer qu'à travers la prolongation de la vie privée au sein de l'organisation, même s'il ne s'agit en aucun cas d'une division classique qui assigne les femmes à des tâches « de femmes » et vice-versa. Les femmes *peshmergas* peuvent, quel que soit leur sexe, participer à tous les domaines, mais c'est souvent pour des tâches d'exécution liées à la vie quotidienne, polyvalentes, moins visibles et toujours sous la supervision des hommes avec un moindre espoir de promotion interne. Plusieurs cas exemplaires montrent que le Komala ne fait pas beaucoup d'efforts pour contester en son sein la division sexuelle du travail révolutionnaire qui rend les femmes invisibles. Au contraire, il la renforce.

Les femmes qui choisissent volontairement le domaine de la lutte armée doivent plus que les autres faire face à différents types de discriminations, à des critiques, des humiliations et à la sous-estimation de leurs capacités, surtout dans les premières années de leur engagement. Certains commandants ne font pas assez confiance aux femmes. Elles sont parfois éliminées des opérations jugées cruciales ou affectées à des postes auxiliaires ou moins dangereux et n'ont accès qu'à des armes spécifiques, considérées comme appropriées. Certaines résistent individuellement contre les discriminations. Mais la plupart d'entre elles choisissent de rester « patientes » et « silencieuses » (Jérôme 2006 : 11-45), dans l'idée qu'avec le temps elles pourront faire la démonstration de leur puissance et de leurs capacités dans un domaine dont elles étaient jusque-là exclues. En revanche, elles essaient de se renforcer et de se montrer fortes physiquement, même au-delà de leur potentiel réel : être plus courageuses, intrépides et audacieuses en bravant le danger, en cachant la fatigue, la faim et la soif. Asrine (ancienne *peshmerga* du Komala, 57 ans, issue d'une famille urbaine de la classe moyenne, interrogée en Allemagne, le 24 février 2016) se souvient de ces moments durs où ses camarades féminins doivent en toute occasion cacher leurs émotions et se montrer indestructibles :

Si les hommes prenaient deux sacs sur leur dos, j'en prenais trois. Je savais bien que c'était trop lourd pour moi mais il fallait bien ça pour faire taire (un peu) les hommes qui se moquaient de nous en permanence. Je m'imposais coûte que coûte dans les opérations d'embuscades les plus importantes. Lors de nos longues marches dans la montagne, mes camarades femmes et moi-même avions une astuce pour que les hommes ne remarquent pas notre épuisement. Nous bloquions de temps en temps notre respiration pour ne pas leur montrer notre essoufflement. Pourtant, il était tout à fait normal d'être essouffées dans ce genre de circonstances mais nous n'avions pas intérêt à nous plaindre, ne serait-ce qu'une seule fois, sinon nous étions immédiatement cataloguées comme de faibles femmes. Nous répondions à leur mépris en nous mettant volontairement en danger afin de montrer que nous étions courageuses.

La relation conjugale joue un rôle important dans la vie privée et dans la vie politique des femmes *peshmergas*, contrairement à ce qui se passe dans une autre organisation kurde en Turquie, le PKK, qui interdit formellement à ses membres de mélanger vie privée et vie politique, afin de mieux les discipliner (Grojean 2019 : 177-197). La vie familiale des *peshmergas* (relation amoureuse, mariage, enfants) interfère avec leur vie politique. Le rôle des femmes en tant que mère ne dure pas longtemps, notamment du fait du manque de sécurité. Elles éloignent leurs enfants et les confient à leur famille, loin de la lutte armée. La plupart d'entre elles ne peuvent les retrouver qu'après leur exil. Ce-

pendant, il semble que cet élément n'ait pas beaucoup d'effet sur le rôle des femmes au sein de la famille. En plus de la domination masculine au sein de la plupart des couples, la vie politique des femmes est influencée par les maris, majoritairement mieux placés qu'elles. Si les hommes *peshmergas* peuvent se considérer comme des « sujets » politiques à part entière, qui ont le droit de lutter pour évoluer dans la hiérarchie de l'organisation, au contraire, les femmes en tant qu'« épouses de » ne peuvent pas revendiquer ce droit autant que les hommes. Leur relégation au rôle « d'épouse de » les empêche souvent de se concevoir comme de vrais sujets politiques et de pouvoir évoluer. Sans sous-estimer les tentatives de certaines pour faire évoluer leur position au sein de l'organisation, le lien conjugal, surtout en tant qu'épouses de quelqu'un de mieux placé, peut changer superficiellement leur position. Elles peuvent avoir accès à quelques avantages ou postes, travailler dans les secteurs les plus importants ou accéder plus facilement que les autres à des postes. Elles sont également plus susceptibles d'être exemptées de certaines activités quotidiennes, telles que la surveillance ou la cuisine, ou avoir plus de congés en cas d'accouchement ou en période de menstruation. Galawej (ancienne *peshmerga* du Komala, 59 ans, issue d'une famille urbaine de la classe moyenne, interrogée en Allemagne, le 22 février 2016) dit :

Le cercle du pouvoir était entièrement contrôlé par les hommes. Si une femme parvenait à se rendre visible, c'était souvent grâce à son lien conjugal. Épouser un homme puissant pouvait facilement changer le statut d'une femme et lui permettre d'acquiescer une stature. Il y avait malheureusement de nombreuses femmes compétentes qui ne pouvaient en aucun cas transformer leur statut car elles n'avaient pas d'hommes mieux placés derrière elles. Celles-ci sont restées toujours marginalisées.

Cependant, deux cas peuvent réduire les avantages des épouses d'hommes mieux placés au sein de l'organisation : d'une part, si la relation conjugale peut aider certaines à gravir les échelons, les choses changent irrémédiablement en cas de divorce. Mansour (ancien *peshmerga* du Komala, 60 ans, issu d'une famille de propriétaires fonciers, interrogé en Allemagne, le 21 février 2016) raconte l'histoire d'un de ses camarades, commandant d'une unité armée. La position de l'épouse dans la hiérarchie de l'organisation dépendait complètement de lui :

Lorsqu'il a épousé une *peshmerga* ordinaire, sa femme a pris le commandement politique d'un petit groupe. Mais dès qu'ils se sont séparés, sa femme a été renvoyée sans aucune explication.

D'autre part, si le mari dégringole dans la hiérarchie de l'organisation, quelle qu'en soit la raison, son épouse peut perdre une position durement obtenue. La « *punition* » des hommes conduit irrémédiablement à des représailles dirigées contre les épouses en charge d'une position ou d'une responsabilité, même de faible importance. Le cas de Sara (ancienne *peshmerga* du Komala, 69 ans, issue d'une famille urbaine de la classe moyenne, interrogée en Suède, le 20 avril 2015) illustre bien ces représailles subies par les épouses. Elle déclare :

Au camp, j'étais la responsable du Centre de télécommunications d'une région stratégique. Un poste assez important et délicat en temps de guerre. J'ai occupé ce poste pendant deux ans mais à la suite de vives critiques de mon mari concernant la gestion de l'organisation, j'ai été renvoyée. La raison était assez simple. La méfiance envers mon mari signifiait aussi la méfiance envers moi.

Les femmes sont beaucoup plus que les hommes en marge de la promotion de la conscience théorique. Le domaine pratique est considéré comme plus « révolutionnaire » que le domaine théorique pendant et au cours des premières années post-révolution. Une vraie révolutionnaire, c'est celle qui se trouve sur le terrain, dans la pratique contre le régime Pahlavi, peu importe son niveau théorique (Shahidian 1994 : 223-247). Cependant, les choses changent peu à peu au profit du champ théorique, surtout au sein du Komala au milieu des années 1980, où la lutte armée perd de l'importance, à la suite des débâcles contre l'armée iranienne et au retrait progressif des *peshmergas* au Kurdistan irakien. Ce sont désormais les plus savants, les plus compétents dans la théorie du marxisme et les plus rompus au débat d'idées qui prennent de l'importance, de sorte que, selon certains interrogés, « celui qui était théoriquement plus puissant était en mesure de s'emparer de la position la plus élevée. » À partir de mars 1984, un cours théorique est organisé sous le nom d'« École d'octobre », afin de former les futurs dirigeants marxistes. La majorité des femmes *peshmergas* n'y ont pas accès. En effet, ces cours théoriques sont plutôt destinés aux cadres et aux commandants politiques et armés, des postes auxquels les femmes accèdent beaucoup moins que les hommes. Selon la directrice de cette école, Sohaila (ancienne *peshmerga* non kurde du Komala, 64 ans, issue d'une famille urbaine de la classe moyenne, interrogée en Allemagne, le 23 février 2016), c'est bien le comité central de l'organisation qui choisit les participants. Ainsi, à l'exception d'un petit nombre de femmes, la plupart d'entre elles se retrouvent privées de ces formations, ce qui renvoie un message très clair : ce sont plutôt les hommes qui possèdent des compétences intellectuelles et pratiques pour diriger la vie politique.

Les dirigeants ainsi que tous les membres des comités centraux et la quasi-totalité des commandants armés et politiques sont des hommes. Peu de femmes

parviennent à se démarquer. Elles restent largement ignorées lorsqu'il s'agit de distribuer les postes importants. En effet, comme le souligne Danièle Djamila Amrane-Minne (1996 : 89) au sujet des Algériennes lors de la lutte pour l'indépendance : « Si l'égalité dans le combat et devant la mort est réelle, en revanche les tabous sont inébranlables lorsqu'il s'agit de leur reconnaissance et de leur accès à des postes de responsabilité. » Dans un monde où seuls les hommes peuvent être perçus comme chefs, l'émergence de (très) rares femmes en tant que commandantes d'un petit groupe d'hommes n'est pas évidente. Azita (ancienne *peshmerga* du Komala, 64 ans, issue d'une famille urbaine de la classe moyenne, interrogée en Allemagne, le 17 février 2016) évoque l'une de ses amies qui avait pris le commandement politique d'un petit groupe :

Elle se faisait constamment insulter et critiquer par les hommes qui étaient sous ses ordres. Par exemple, une fois, elle s'est adressée aux hommes en disant 'moi, votre responsable'. Cela a suffi à déclencher la colère et les critiques virulentes de ses subordonnés qui s'indignaient qu'elle ait osé se présenter à eux comme leur supérieure.

En outre, en prenant en charge une responsabilité même mineure, les femmes doivent redoubler d'efforts et d'attention, plus qu'avant et plus que les autres femmes. Zara (ancienne *peshmerga* du Komala, 61 ans, issue d'une famille villageoise défavorisée, interrogée en Suède, le 22 avril 2015) qui avait pris le commandement d'un petit groupe d'hommes raconte : « Nous, les femmes, n'avions pas le droit à l'erreur. J'ai essayé à tout prix de ne pas commettre de fautes ou du moins de les minimiser. »

Les femmes sont aussi marginalisées de la mémoire collective de l'organisation. Malgré le fait qu'en peu de temps, un changement de leur statut se soit fait ressentir et que plusieurs concepts tels que le statut de *peshmerga*, celui de prisonnier politique et de « martyr » se soient également féminisés, que leur courage et leur détermination aient été salués dans la littérature et les écrits de cette période, la division sexuelle du travail a maintenu les femmes dans des rôles subalternes. Leurs efforts ne sont pas pris en considération au même titre que ceux des hommes. On assiste au sein de l'organisation à une masculinisation des « martyrs » et des « héros », fait significatif de la marginalisation des femmes. Les héros, les symboles, les dirigeants et les bâtisseurs de l'histoire du Komala ne sont que les grands « hommes ». Deux exemples témoignent de l'importance de ces martyrs dans l'imaginaire politique de l'organisation. Le premier concerne Mohamad Hosien Karimi, tué au cours d'une manifestation à Saghez le 15 février 1979. C'est ce jour qui est choisi par le Komala pour proclamer officiellement son existence. Le second exemple est que le Komala

choisit la journée du 21 juin pour rendre chaque année hommage à ses martyrs, date qui correspond à la mort de « Saïd Mo'îni », un membre tué par le régime Baathiste irakien le 21 juin 1978. Le nom de l'organisation est également à jamais lié à de grands hommes qui ont sacrifié leur vie pendant cette période. Pour ne pas oublier leur mémoire, l'organisation donne aussi leur nom à des lieux, des opérations armées, des unités armées, comme l'unité *Chiuwan*, l'unité *Shahid Arez*. Or, ce type d'héroïsme et de courage n'est pas du tout valorisé pour les femmes *peshmergas*. Ainsi, aucun nom parmi les 110 femmes tuées au cours de cette période n'est utilisé. C'est dans un tel contexte que Roonak (ancienne *peshmerga* du Komala, 62 ans, issue d'une famille urbaine de la classe moyenne, interrogée en Suède, le 14 avril 2015) affirme : « Alors même que nous avons investi tous les cercles dès les premiers jours de notre acceptation au sein de notre organisation, nous sommes toujours restées des membres ordinaires et pas plus. »

En effet, la mémoire collective de l'organisation ne veut commémorer que la mort des hommes, jamais celle des femmes, comme s'ils étaient les seuls en mesure de représenter sa lutte. Cette marginalisation peut également expliquer la moindre présence des femmes dans les archives de l'organisation. En effet, conformément au clivage entre privé et public, les femmes représentent la vie privée, ici, l'intérieur de l'organisation, et les hommes la vie publique. L'image générale de l'organisation ne s'affiche qu'à travers l'image et le nom des grands hommes.

### **Conclusion**

Grâce à la révolution de 1979, qui bouleverse la scène sociopolitique de l'Iran en général et la région kurde en particulier, les femmes peuvent participer activement à la vie politique et armée notamment au sein du Komala. Le discours « révolutionnaire » de l'organisation, la volonté d'échapper à la vie de routine ou aux contraintes familiales et de sauver leur vie, poussent de nombreuses femmes à s'engager même si leur cheminement rencontre de nombreux obstacles. Cependant, en dépit de leur engagement sans précédent dans les domaines non armés (radio, publication, appui logistique, santé, communication) et armés, puisqu'elles prennent les armes au même titre que les hommes, elles ne sont pas aussi visibles que les hommes dans l'histoire de l'organisation et la mémoire collective des Kurdes. À l'aune de la division sexuelle du travail révolutionnaire qui se produit au sein de cette organisation, les femmes entrent dans la vie politique du Komala avec une position inférieure à celle des hommes. Elles peuvent certes gagner certaines responsabilités mais ont bien moins d'espoir que leurs camarades hommes d'évoluer hiérarchiquement au

sein de l'organisation. Leur expérience montre bien que de grands changements sociopolitiques comme la révolution et la lutte armée peuvent temporairement modifier les rapports sociaux de sexe sans pour autant les transformer en profondeur ni garantir l'égalité des droits et des chances entre les deux sexes.

### **Bibliographie**

AMRANE-MINNE Djamila, 1996, « Les femmes face à la violence dans la guerre de libération », *Confluence Méditerranée* 17, p. 87-97.

ABEDI Vahid, 2012, Revue du Komala au cours de l'histoire [*Baznegari-e Komala Dar Masir-e Tarikh*], *Rebazi Komala*.

AGHAJANIAN Akbar, 1983, "Ethnic Inequality in Iran: An Overview", *International Journal of Middle East Studies* 2-15, p. 211-224.

AL-ALI Nadjé & PRATT Nicolas, 2009, *What Kind of Liberation? Women and the Occupation of Iraq*, University of California Press, Berkeley.

AL-ALI Nadjé & KÄSER Isabel, 2020, "Beyond Feminism? Jineolojî and the Kurdish Women's Freedom Movement", *Politics & gender* 18-1, p. 1-32.

ALKAN Hilal, 2018, "The Sexual Politics of War: Reading the Kurdish Conflict Through Images of Women", *Les cahiers du CEDREF* 22, p. 68-92.

AMRANE-MINNE Djamila, 1996, « Les femmes face à la violence dans la guerre de libération », *Confluence Méditerranée* 17, p. 87-97.

BARRIÈRES Sarah & KRÉFA Abir (éds), 2019, « Genre et crises politiques : apports analytique et possible empiriques et révolutions », *Ethnologie Française*, p. 213-227.

ÇAGLAYAN Handan, 2019, *Women in the Kurdish movement: mothers, comrades, goddesses*, Palgrave macmillan, NewYork.

CERVERA-MARZAL Manuel, 2015, « *Domination masculine dans le militantisme* », SociologieS: <http://journals.openedition.org/sociologies/5116>

DAYAN-HERZBRUN Sonia, 2000, « La mixité dans la politique », in BALLMER Cao, THAN- Mottier et al., (éds.). *Genre et politique*, Gallimard, Paris, p. 281-298.

DUNEZAT Xavier & GALERAND Elsa (éds), 2013, « Introduction : Division du travail militant et articulation des rapports de pouvoir dans les mouvements sociaux », *Raison présente* 186, p. 9-14.

EAGLETON William, 1963, *The Kurdish Republic of 1946*, Oxford University Press, London.

GHOBADI Golrokh, 2015, *Anémone sur le rocher, la vie et le temps d'une femme [Shaghayg-ha bar sanglakh, zendegi u zamaneyeyekzane]*, N.S. Suède.

GROJEAN Olivier, 2019, « Penser l'engagement et la violence des combattantes kurdes : des femmes en armes au sein d'ordres partisans singuliers », in LA-FAYE-GUIBERT Caroline & FRÉNOD Alexandra (éds), *S'émanciper par les armes ?*, Presses de l'Inalco, Paris, p.177-197.

JÉROME Vanessa, 2018, « Briser les silences dans les partis politiques ? », in BENBASSA Esther (éds), *Violences sexistes et sexuelles en politiques*, CNRS Édition, Paris, p. 27-32.

KARIMI Fatemeh, 2020a, « Les rapports sociaux de sexe dans les forces politiques kurdes en Iran entre 1979 et 1991 : le Komala », thèse en Sociologie soutenue à l'EHESS-Paris.

KARIMI Fatemeh, 2020b, « Les militantes kurdes du Komala. De l'espace domestique à la lutte armée : motivations et obstacles », *Les cahiers du CEDREF* 24, p. 45-67.

KÄSER Isabel, 2021, *The Kurdish Women's Freedom Movement: Gender, Body Politics and Militant Femininities*, Cambridge University Press, New York.

KERGOAT Danièle et al., 1992, *Les infirmières et leur coordination, 1988-1989*, Lamarre, Paris.

KOOHI-KAMALI Farideh, 2003, *The Political Development of the Kurds in Iran: Pastoral Nationalism*, Palgrave Macmillan, New York.

Le programme du Komala pour l'autonomie du Kurdistan [*Barname-i Komalabaray-i Khudmukhtari-i Kurdistan*], 1984, approuvé au 4<sup>ème</sup> Congrès du Komala : <https://cpiran.org/ketabkhane/asnad/pdf/bkbbx.pdf>

LERENARD Amélie, 2010, « Partager des contraintes de genre avec les enquêtées. Quelques réflexions à partir du cas saoudien », *Genèses* 81, P. 128-141.

MCDOWALL David, 2004, *Modern History of the Kurds*, I. B. Tauris, London.

MOJAB Shahrzad, 2001, « Women and Nationalism in the Kurdish Republic of 1946 », in MOJAB Shahrzad (éds). *Women of a non-state nation. The Kurds*, Mazda Publishers, London, p. 71-91.

OGER Claire, 2006, « Dialectique de la parole et du silence », *Communication* 25, p. 11-45.

PERROT Michelle, 1988, *Les femmes ou les silences de l'histoire*, Champs Flammarion, Paris.

SADR Shadi & AMIN Shadi, 2012, *Crime and Impunity Sexual Torture of Women in Islamic Republic Prisons*, Aida Book, Germany.

SHAHIDIAN Hammed, 1994, « The Iranian Left and the 'Woman Question' in the Revolution of 1978-79 », *International Journal Middle East Study* 2-26, p. 223-247.

VALI Abbas, 2011, *Kurds and the State in Iran: The Making of Kurdish Identity*, I.B. Tauris, London.

VALI Abbas, 2019, *The Forgotten Years of Kurdish Nationalism in Iran*, Palgrave Macmillan, London.

VAN BRUINESSEN Martin, 2001, « From Adela Khanum to Leyla Zana: Women as political Leaders in Kurdish History », in Mojab Shahrzad (éds), *Women of a Non-State Nation: The Kurds*, Mazda Publishers, California, p. 95-1

\*\*\*  
\*